

## Nicolas Sarkozy pratique le clonage gouvernemental

LE MONDE.FR | 18.11.10 |

**A**nnoncé depuis près de cinq mois (un record sous la V<sup>e</sup> République), le remaniement du gouvernement a enfin été entériné par Nicolas Sarkozy. Il devait s'agir d'un changement profond censé donner un nouveau souffle à la politique du président français, miné par une cote de confiance cataclysmique (seules 26 % des personnes lui font confiance pour résoudre les problèmes qui se posent actuellement en France), une cuisante défaite aux élections régionales et une réforme des retraites digne d'une victoire à la Pyrrhus.

Au final, Nicolas Sarkozy a choisi la rupture dans la continuité et s'est laissé séduire par un clonage gouvernemental. Renommer François Fillon comme premier ministre n'est nullement anachronique dans la vie politique française. Par le passé, d'autres présidents ont déjà reconduit leurs premiers ministres dans des circonstances, certes, différentes : Valéry Giscard d'Estaing conservant Raymond Barre après la défaite aux élections législatives de 1978, François Mitterrand maintenant Pierre Mauroy comme chef de gouvernement en 1982 en pleine crise économique ou plus récemment Jacques Chirac prolongeant le CDD de Jean-Pierre Raffarin au lendemain de la victoire socialiste aux élections régionales de 2004. En revanche, jamais un président français n'avait maintenu son premier ministre durant toute une législature. Alors pourquoi un tel choix ?

En reconduisant François Fillon, Nicolas Sarkozy lance un pari subtil : obtenir de substantiels avantages électoraux en prévision de l'élection présidentielle de 2012 au détriment du coût politique de la continuité. Cette décision n'est pas sans rappeler le pari du philosophe Pascal. L'idée de Pascal n'était pas de proposer un argument démontrant que Dieu existait vraiment, mais simplement de souligner qu'il était prudent d'y croire (pour échapper à l'enfer). Si l'on reformule le pari de Pascal dans l'espace politique français, on peut raisonnablement imaginer que Nicolas Sarkozy a décidé de reconduire François Fillon non pas parce que ce dernier incarne l'esprit réformiste souhaité par le président mais plutôt parce qu'il lui semble stratégique de rassurer l'électorat de droite classique, gaulliste et catholique. Dit autrement, Nicolas Sarkozy n'avait certainement pas fait de François Fillon son premier choix mais prôner la stabilité en le renommant minimise les risques de défaillance des voix de droite.

### **LE PARI DE LA VICTOIRE EN 2012**

Evidemment, l'enjeu de ce remaniement est étroitement lié à la préparation des élections présidentielles de mai 2012. Il n'est plus question aujourd'hui de prôner l'ouverture à la société civile, au centre-gauche voire même au centre-droit. En formant un gouvernement resserré autour de figures emblématiques de la droite classique, Nicolas

Sarkozy espère engranger ainsi des bénéfices électoraux au sein de son électorat traditionnel et préparer ainsi sa future campagne présidentielle avec le soutien de sa famille politique.

Cette stratégie plus électoraliste que politique comporte toutefois un risque non négligeable : le statu quo. Or c'est précisément au nom d'une politique annoncée comme "*résolument réformatrice*" que Nicolas Sarkozy avait suscité un élan d'adhésion démocratique à son projet de législature. Depuis mai 2007, le gouvernement a enregistré plusieurs revers, qu'il s'agisse du bouclier fiscal, de la politique d'expulsion des Roms, de la défiance chronique de la communauté universitaire et plus récemment de la mobilisation populaire massive à l'occasion de la réforme des retraites. La nature et la gouvernance des réformes semblent indisposer un nombre grandissant de Français au point de rendre les réformes moins désirables qu'au début du quinquennat. Or, les travaux de science politique sur le comportement électoral sont formels : l'électeur vote davantage en évaluant le passé que le futur. Le capital politique dont disposait Nicolas Sarkozy s'est réduit à peau de chagrin au fil de réformes indispensables mais jugées par trop partisanses.

Enfin, l'ambition de rassurer l'électorat combinée avec un nouveau gouvernement toujours corseté dans un agenda politique défini par l'Elysée expose davantage Nicolas Sarkozy que son premier ministre. En ce sens, le choix de François Fillon ne nous apparaît pas comme un pari audacieux mais plutôt révérencieux. Qui d'autre que l'actuel locataire de Matignon ne pouvait mieux incarner aux yeux de Nicolas Sarkozy une soumission tacite aux décisions politiques souhaitées et impulsées par l'Elysée ? Depuis plus de trois années, François Fillon est contraint de gouverner dans l'ombre, de colmater les brèches de la majorité parlementaire et d'anticiper les sorties médiatiques de plusieurs de ses ministres fragilisant la cohésion gouvernementale. Malgré les récentes déclarations de l'actuel premier ministre, sous couvert d'émancipation politique, le président Sarkozy aspire à poursuivre sa politique de rupture dans la continuité institutionnelle qu'il a lui-même façonnée, c'est-à-dire celle d'un régime présidentiel où le chef du gouvernement agit par procuration.

Dès lors, la décision de pratiquer le clonage gouvernemental en confiant à François Fillon, désormais indéfectible "collaborateur" de Nicolas Sarkozy, un deuxième mandat de premier ministre relève d'un exercice politique de haute voltige : profiter de la popularité et de l'identification partisane de son premier ministre reconduit, limiter les coûts politiques du statu quo potentiellement perçu par l'opinion publique et croire à l'instar de Pascal au pari de la victoire en 2012.

**Martial Foucault**, professeur de science politique, Université de Montréal